

Élection 2004 Un guide de l'électeur

Aux prochaines élections fédérales, votez pour le Canada que vous voulez.

Le Canada que veut Le Conseil des Canadiens est un pays dans lequel nos élus s'engagent à :



- Maintenir notre souveraineté
- Faire profiter tous les citoyens des retombées liées au commerce
- Protéger notre eau potable
- Étiqueter nos aliments
- Sauvegarder le système public de soins de santé
- Mettre fin à une nouvelle course à l'armement
- Mettre fin aux partenariats public-privé
- Reconnaître l'eau comme un droit humain
- Mettre fin aux poursuites des grandes entreprises de l'ALENA
- Protéger notre blé
- Mettre sur pied un programme d'assurance-médicaments
- Défendre les droits des familles d'agriculteurs

Si c'est le pays que vous désirez, vous aussi, travaillons ensemble. L'avenir de notre pays est entre vos mains. Il n'a jamais été aussi important d'exercer votre droit de vote.



Le Canada que nous voulons comprend :

- **DE L'EAU POTABLE** : 97 % des Canadiennes et des Canadiens sont d'avis que le Canada doit se doter d'une politique nationale détaillée sur l'eau qui reconnaît l'eau potable comme un droit humain fondamental.
- **DES PRATIQUES DE COMMERCE ÉQUITABLE** : 60 % s'opposent à ce que les accords commerciaux accordent le droit aux entreprises de poursuivre le gouvernement lorsque les lois d'intérêt public nuisent aux profits de celles-ci.
- **DES ALIMENTS SAINS** : 83 % veulent un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées tant et aussi longtemps que les questions touchant la santé et l'environnement n'auront pas été abordées.
- **LA SANTÉ PUBLIQUE** : 64 % sont d'avis que le régime de soins de santé devrait exclure les entreprises à but lucratif et plutôt dépendre de fournisseurs de soins de santé sans but lucratif.
- **LA SOUVERAINETÉ** : 91 % veulent que le Canada préserve son pouvoir d'établir ses propres réglementations indépendantes en matière de sécurité et

d'écosalubrité, même si cela doit
diminuer les possibilités de
commerce transfrontalier avec les
É.-U.

*(Les résultats du sondage mené par Ipsos-Reid pour le Conseil des Canadiens aux
mois de mars et avril 2004.)*

Aux prochaines élections fédérales, votez pour le candidat qui représentera le mieux
vos intérêts et ceux de votre communauté.

Votre vote est important.

En vous regardant dans le miroir, vous verrez celui ou celle qui peut changer ce
pays.

Posez des questions aux candidates

▪ **MAINTENIR NOTRE SOUVERAINETÉ :**

L'élite des grandes entreprises canadiennes prêche pour une intégration continentale avec les États-Unis. Cet ordre du jour "harmoniserait" à la baisse nos normes et notre réglementation pour les amener à niveau de ceux des États-Unis. Cela aurait pour conséquence d'abolir la flexibilité dont dispose le gouvernement canadien pour définir ses propres politiques sociales, étrangères, de défense, environnementales, agricoles et culturelles. L'intégration continentale doit impérativement faire partie des enjeux électoraux.

Il y a quinze ans, le lobby du Conseil canadien des chefs d'entreprise (à l'époque le Business Council on National Issues) a mené d'abord à l'Accord de libre-échange (ALÉ), puis à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Rejetterez-vous catégoriquement l'ordre du jour d'intégration continentale maintenant mis de l'avant par le Conseil canadien des chefs d'entreprise?

▪ **FAIRE PROFITER TOUS LES CITOYENS DES RETOMBÉES LIÉES AU COMMERCE :**

La prospérité des Canadiens repose sur les bonnes relations commerciales entretenues avec plusieurs pays de la planète. Cependant, le commerce ne devrait pas avoir pour objectif d'enrichir les entreprises transnationales au détriment du bien public. La priorité du commerce devrait être le bien-être commun, ce que ne prône pas le politiques commerciales canadiennes actuelles.

L'Accord de libre-échange nord-américain a été un échec pour les Canadiens et nos stratégies commerciales agressives ont causé du tort aux pays en développement et entaché notre réputation.

Après quinze années de libre-échange, procéderez-vous à un examen public complet de nos politiques commerciales avant de signer de nouvelles ententes?

▪ **PROTÉGER NOTRE EAU POTABLE :**

Notre système actuel d'approvisionnement en eau potable - qui est un service public - est menacé par les partenariats public-privé (PPP).

L'eau potable étant essentielle à la vie, les entreprises voient dans la vente d'eau une façon de se garantir d'énormes profits. Les PPP sont en réalité des schémas de privatisation pas à pas présentés au public comme une façon d'obtenir de nouveaux fonds pour financer les services essentiels, comme l'approvisionnement en eau potable. Mais les PPP mènent habituellement à l'imposition de frais aux utilisateurs et à la diminution de l'imputabilité envers le public. Pis encore, la privatisation par les PPP, associée aux impératifs des accords commerciaux, pourrait mener à la gestion de nos systèmes d'approvisionnement en eau potable par des entreprises étrangères à but lucratif.

Des citoyens du Canada et d'ailleurs dans le monde tentent de freiner la privatisation de l'eau dans leurs communautés.

Vous assurerez-vous que les entreprises n'utiliseront pas les PPP comme premier pas vers la gestion commerciale de nos services d'eau potable?

▪ **ÉTIQUETER NOS ALIMENTS :**

Lorsque nous faisons l'épicerie, nous voulons être certains que ce que nous achetons pour nos familles est sécuritaire et nutritif. Même si 35 pays ont déjà promulgué une loi sur l'étiquetage visant à informer les citoyens si la nourriture qu'ils achètent contient des ingrédients génétiquement modifiés, les Canadiens ne bénéficient pas de la même protection.

Aucune étude à long terme n'a prouvé que les aliments génétiquement modifiés sont propres à la consommation et, sans cette preuve, les Canadiens devraient avoir le droit de choisir.

Au moins 35 pays à l'échelle de la planète ont promulgué une loi sur l'étiquetage pour informer leurs citoyens si la nourriture qu'ils achètent contient des ingrédients génétiquement modifiés.

Soutenez-vous une loi obligeant l'étiquetage de nos aliments?

▪ **SAUVEGARDER LE SYSTÈME PUBLIC DE SOINS DE SANTÉ :**

Il est difficile d'imaginer que vous ne puissiez pas avoir accès aux traitements ou aux médicaments dont vous avez besoin. Grâce au système d'assurance-santé, les Canadiens peuvent être soignés sans être confrontés à une faillite personnelle ou refusés par les centres hospitaliers pour des raisons d'ordre financier, comme le sont souvent nos voisins du Sud. Mais le pas à pas vers la privatisation, la construction de centres hospitaliers par les partenariats public-privé et l'appel lancé par certains en faveur d'un système de santé à but lucratif oblige le Canada non seulement à réaffirmer son engagement en faveur de l'assurance-santé mais à l'étendre à plus grande échelle.

Les frais liés au système de santé sont la source principale des faillites des familles américaines. Les Canadiens dépensent de plus en plus pour leurs soins de santé.

Que ferez-vous pour mettre un frein à la privatisation de l'assurance-santé?

▪ **METTRE FIN AUX PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ :**

Même si certains soutiennent que les partenariats public-privé sont profitables pour toutes les parties, la réalité veut que les PPP soient une forme de privatisation pas à pas.

Sous-financés pendant des années, nos services essentiels - soins de santé, éducation et eau potable - ont besoin de l'injection de nouveaux fonds. Ainsi, on nous présente les PPP comme une façon de remédier à l'urgence de la situation, mais il faut savoir qu'une telle approche à un prix énorme. Les PPP

peuvent mener à l'imposition de frais aux utilisateurs, à la diminution de l'imputabilité envers le public et, pis encore, à la privatisation complète d'un service public essentiel. Nos services essentiels ont besoin d'investissements gouvernementaux, pas de ceux des grandes entreprises.

Vous engagez-vous à investir dans nos systèmes publics et à empêcher les partenariats public-privé?

▪ **PROTÉGER NOTRE BLÉ :**

Les agriculteurs canadiens s'opposent à l'introduction du blé transgénique au pays. Outre les préoccupations liées à la santé et à la sécurité que soulève le blé transgénique, les agriculteurs craignent de perdre d'important marchés d'exportations. Plusieurs de nos plus importants clients mondiaux ont clairement indiqué qu'ils cesseraient d'acheter notre blé si le Canada donnait son aval au blé transgénique. Puisque le blé peut être soufflé par le vent d'un champ à l'autre, il est impossible de contenir le blé transgénique. Ainsi, même les agriculteurs qui décideraient de ne pas s'adonner à cette culture seraient affectés.

L'introduction de blé transgénique au Canada ravagerait notre industrie du blé. Les agriculteurs canadiens pourraient perdre les deux-tiers de leurs marchés d'exportations si l'utilisation du blé transgénique est approuvée.

Interdirez-vous le blé transgénique en sol canadien?

▪ **METTRE FIN AUX POURSUITES DES GRANDES ENTREPRISES :**

Les entreprises devraient être en mesure de mener leurs affaires sans faire l'objet d'actions injustifiées. Mais l'Accord de libre-échange nord-américain a donné le droit aux grandes entreprises de poursuivre les gouvernements lorsque leurs législations visant à protéger le public affectent leurs profits. À titre d'exemple, une entreprise américaine a poursuivi le gouvernement canadien lorsque ce dernier lui a interdit l'emploi d'un additif toxique dans l'essence. Le Canada a dû s'excuser et lever son interdiction et les contribuables canadiens ont dû assumer la compensation financière versée à cette entreprise.

Les grandes entreprises ont intenté des poursuites de plusieurs milliards de dollars parce que les lois protégeant l'intérêt public affectaient leurs profits. Elles ont intenté des poursuites pour exporter notre eau, maintenir un additif toxique dans l'essence que nous utilisons et miner la protection environnementale.

Retirerez-vous de l'ALÉNA la "clause investisseur-état du chapitre 11" qui garantit ce droit aux grandes entreprises?

▪ **RECONNAÎTRE L'EAU COMME UN DROIT HUMAIN :**

À l'échelle de la planète, des populations manquent d'eau. En raison de la pollution et des sécheresses qui contribuent à la rareté de la ressource, des millions de personnes meurent chaque année faute d'avoir accès à l'eau potable. Les grandes entreprises voient dans la demande mondiale croissante en eau potable une occasion de multiplier leurs profits. Mais l'eau n'est ni un

disque compact ni une seconde voiture; elle est essentielle à la vie. Au sein des Nations Unies, le gouvernement canadien a refusé de reconnaître l'eau comme un droit humain. Le Canada doit changer sa position.

Chaque année, plus de deux millions d'enfants meurent parce qu'ils n'ont pas accès à l'eau potable. 84% de la population mondiale croit que l'eau est un droit humain fondamental.

Vous engagerez-vous à reconnaître l'eau comme un droit humain au sein des Nations Unies?

▪ **METTRE SUR PIED UN PROGRAMME D'ASSURANCE-MÉDICAMENTS :**

Le Canada a besoin d'un programme d'assurance-médicaments afin de faciliter l'accès aux médicaments d'ordonnances pour les malades, de restreindre les profits exorbitants des entreprises pharmaceutiques et de ralentir l'augmentation des coûts du système de santé. Au Canada comme ailleurs dans le monde, l'appétit pour le profit manifesté par les entreprises ne doit pas mettre en péril la vie de ceux qui ont besoin de médicaments essentiels.

Les Canadiens ont soutenu avec enthousiasme l'appel de la Commission Romanow en faveur de la mise sur pied d'un programme canadien d'assurance-médicaments. Un an après le rapport Romanow, le Canada n'a toujours pas mis en place de programme visant à réduire les coûts des médicaments d'ordonnance pour les citoyens et pour le système de santé dans son ensemble.

Mettez-vous sur pied un programme d'assurance-médicaments au Canada?

▪ **METTRE FIN À UNE NOUVELLE COURSE À L'ARMEMENT :**

Les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement prenne des décisions qui reflètent leurs valeurs plutôt que les demandes des puissants lobbys. Le Canada ne devrait pas revenir sur sa politique, établie depuis longtemps, qui s'oppose à la militarisation de l'espace, en endossant le programme national de défense antimissiles du président Bush. Le Canada doit demeurer indépendant et tenir en échec les lobbyistes qui échangeraient volontiers l'indépendance du pays contre la promesse d'un accroissement du commerce avec les États-Unis.

Plus d'une centaine de chefs d'entreprise canadiens militent pour une plus grande intégration continentale avec les É.-U. Ils soutiennent qu'en appuyant le programme de défense spatiale et les politiques étrangères de George W. Bush nous augmenterons les échanges commerciaux avec les É.-U.

Êtes-vous prêt à échanger votre indépendance contre ces promesses?

▪ **DÉFENDRE LES DROITS DES FAMILLES D'AGRICULTEURS :**

La transformation du secteur de l'élevage au Canada se fait sur le dos des familles d'agriculteurs, de l'environnement (en particulier la qualité de l'air et de l'eau), les communautés rurales, les droits des travailleurs, le libre-choix

des consommateurs et les conditions de vie des animaux. Sachant cela, est-il surprenant que le sentiment d'opposition aux fermes-usines croisse au Canada? Les Canadiens veulent d'un système alimentaire qui fonctionne pour la population, les animaux et la terre.

Nous avons besoin d'une politique agricole viable, non pas d'une politique alimentaire bon marché qui rejette les coûts environnementaux, sociaux et économiques sur l'ensemble des citoyens.

Travaillez-vous pour assurer la survie des familles d'agriculteurs et restreindre la croissance des fermes-usines?

NOUS VOUS ENCOURAGEONS À :

1. Votez pour le candidat et le parti qui reflètent selon vous le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez.
2. Distribuer ce Guide de l'électeur dans votre communauté. Pour en commander des exemplaires supplémentaires, veuillez téléphoner à notre numéro sans frais.
3. Lisez Le Canada que nous voulons, de Maude Barlow.
4. Oeuvrer pour le changement social pendant et après les élections. Participer aux activités de votre chapitre local du Conseil des Canadiens.
5. Joignez les rangs du Conseil des Canadiens.
Téléphonez au 1 800 387-7177 rendez-vous à la section du site web.

Qu'est-ce que je peux faire ?

NOUS VOUS ENCOURAGEONS À :



Votez pour le candidat et le parti qui reflètent selon vous le mieux vos valeurs et le Canada que vous voulez.



Distribuer ce Guide de l'électeur dans votre communauté. Pour en commander des exemplaires supplémentaires, veuillez téléphoner à notre numéro sans frais 1-800-387-7177 ou par courriel à: inquiries@canadians.org.



Lisez Le Canada que nous voulons, de Maude Barlow.



Ouvrer pour le changement social pendant et après les élections. Participer aux activités de votre chapitre local du Conseil des Canadiens.



Joignez les rangs du Conseil des Canadiens. Téléphonnez au 1 800 387-7177 rendez-vous à la section du site web.

Un guide de l'électeur pour mieux connaître



Le Conseil des Canadiens est un groupe d'intérêt public indépendant et non-partisan. Nous faisons entendre enjeux nationaux d'importance et nous n'appuyons aucun parti ou candidat particulier. Les renseignements qui suivent ont été obtenus par le biais d'appels téléphoniques aux bureaux des partis politiques, de recherche dans leurs sites web et dans les dossiers publics. Ils reflètent l'information disponible au moment de la publication de ce guide. Les partis politiques ci-dessous ont tous élus des députés lors des dernières élections fédérales.

LIBÉRAUX

SANTÉ PUBLIQUE : N'ont pas réussi à exclure le système de santé de l'ALÉNA, ont amputé le budget du système de santé de milliards de dollars, ont maintenant accepté de réinvestir mais sans demander aux provinces de mettre fin à la privatisation. N'ont pas mis en place des programmes d'assurance-médicaments et de soins à domicile.

COMMERCE ÉQUITABLE : Soutiennent l'accroissement du libre-échange, incluant la ZLÉA et les accords de l'OMC qui pourraient mener à la privatisation du système de santé, de l'éducation, de l'eau et de la culture et à leur possession par des intérêts étrangers.

EAU POTABLE : En signant l'ALÉNA, ont mis en péril le contrôle public de l'eau, ont refusé d'interdire l'exportation massive de l'eau, n'ont pas adopté de politique nationale de l'eau, ont refusé de reconnaître l'eau comme un droit humain. Soutiennent la tarification et la privatisation de l'eau.

NOURRITURE SAINE : S'opposent à l'étiquetage obligatoire des aliments transgénétiques, refusent de mettre en place des tests de sécurité indépendants à long terme sur la santé et l'environnement, font la promotion du commerce à grande échelle de produits agricoles transgénétiques, ont refusé de signer le Protocole international sur la prévention des risques biotechnologiques qui régit le commerce de produits transgénétiques, ont refusé d'interdire l'introduction de blé transgénétique. Font la promotion des fermes-usines.

INTÉGRATION CONTINENTALE : Soutiennent une plus grande intégration continentale avec les États-Unis, ce qui inclut la participation au programme national de missiles de défense.

CONSERVATEURS

SANTÉ PUBLIQUE : Croient que les provinces devraient prendre leurs propres décisions en ce qui a trait aux dépenses liées au système de santé. Croient que la responsabilité du bien-être des citoyens est du ressort des individus et de la famille.

COMMERCE ÉQUITABLE : Soutiennent l'ALÉ et l'ALÉNA et l'accroissement du libre-échange par le biais de la ZLÉA et de l'OMC.

EAU POTABLE : Croient que l'eau est adéquatement protégée en vertu des accords de l'ALÉ et de l'ALÉNA. Refusent de reconnaître l'eau comme un droit humain. Soutiennent la tarification et la privatisation de l'eau.

NOURRITURE SAINE : S'opposent à l'étiquetage obligatoire. N'ont pas de position sur l'introduction du blé transgénique. Soutiennent les fermes-usines.

INTÉGRATION CONTINENTALE : Soutiennent une plus grande intégration continentale avec les États-Unis, ce qui inclut la participation au programme national de défense antimissiles.

NÉO-DÉMOCRATES

SANTÉ PUBLIQUE : Rétabliraient le partenariat de financement fédéral, mettraient fin à la privatisation, utiliseraient la Loi canadienne sur la santé pour résoudre les violations existantes et bonifieraient le système de soins de santé.

COMMERCE ÉQUITABLE : Demandent que les négociations de l'OMC et la ZLÉA assurent la protection des droits humains, des normes du travail, de la diversité culturelle et de l'environnement. S'oppose à la clause investisseur-état du Chapitre 11.

EAU POTABLE : Soutiennent une politique nationale de l'eau, incluant l'établissement de normes pour veiller à la sécurité de l'eau potable et l'interdiction de l'exportation massive de l'eau. Renégocieraient l'ALÉNA pour en exclure l'eau. Reconnais-sent l'eau comme un droit humain.

NOURRITURE SAINE : Soutiennent l'étiquetage obligatoire, endossent le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, veulent mettre en place des tests de sécurité indépendants à long terme sur la santé et l'environnement. S'opposent à l'introduction de blé transgénique et aux fermes-usines.

INTÉGRATION CONTINENTALE : S'opposent à une plus grande intégration continentale avec les États-Unis et à la participation canadienne au programme national de défense anti-missiles

BLOC QUÉBÉCOIS

SANTÉ PUBLIQUE : Augmenterait le financement du système de soins de santé mais demeure silencieux sur la question de la privatisation.

COMMERCE ÉQUITABLE : Soutient le libre-échange à quelques exceptions près. Demande plus de transparence sur les négociations de l'OMC et favorise l'implication

de citoyens, de représentants élus et de groupes civils. S'oppose à la clause investisseur-état du Chapitre 11.

EAU POTABLE : N'a pas élaboré de politique sur la question.

NOURRITURE SAINE : Soutient l'étiquetage obligatoire, endosse le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, veut mettre en place des tests de sécurité indépendants à long terme sur la santé et l'environnement. S'oppose à l'introduction de blé transgénique.

INTÉGRATION CONTINENTALE : S'oppose à une plus grande intégration continentale avec les États-Unis et à la participation canadienne au programme national de défense antimissiles.

Pour obtenir de l'information sur les positions des autres partis politiques, visitez :

- Parti Action canadienne
www.canadianactionparty.ca
- Parti communiste du Canada
www.comunist-party.ca
- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)
www.cpcml.ca
- Parti Vert du Canada
www.partivert.ca
- Parti Marijuana du Canada
www.marijuanaparty.org

Pour obtenir de l'information générale sur les élections, visitez : [Elections Canada](#). **re les politiques des partis**

